

Venceslas pieusement conservée dans la cathédrale de Saint-Guy : ce serait là le symbole mystique de l'indépendance, le gage de toutes les autres libertés. Les Tchèques demandent ensuite que les trois provinces de Bohême, de Moravie et de Silésie (1), actuellement sans liens, soient groupées, et qu'elles aient une administration et un parlement communs.

Les partisans de la dislocation vont plus loin : en Transleithanie même, l'exemple donné par la nation impériale et dominatrice des Magyars (2) est lentement compris par d'autres nations, armées elles aussi de « droits d'État ».

Les Croato-Serbes du royaume de Croatie demandent aux Magyars de ne pas méconnaître dans les rapports des deux royaumes transleithans les principes qu'ils veulent appliquer dans les rapports de l'Autriche et de la Hongrie (3).

(1) Bien que les Tchèques ne soient en Silésie que 22 pour 100.
— Voir page 22.

(2) D'après la statistique officielle, les Magyars ne seraient dans le royaume de Hongrie que 8,600,000 sur une population totale de 19,170,000, soit 44, 8 pour 100. Encore est-il que le royaume de Croatie, peuplé de 2,370,000 habitants, parmi lesquels seulement une centaine de mille de Magyars, n'est pas compris dans ce calcul.

(3) Les Croates soutiennent que le royaume de Croatie est un Etat uni au royaume de Hongrie, mais distinct. Les Hongrois prétendent que le royaume de Croatie n'est plus qu'une province privilégiée du royaume de Hongrie. Chacune des deux nations tire argument de l'histoire, des vieux textes, des formules et du lieu des différents couronnements, des lois récentes.